

Les raisons de dire non

CONSTITUTION

Le Valais refuse le projet de nouvelle Constitution sur un score sans appel. Ses soutiens n'ont pas réussi à enthousiasmer au terme d'une campagne rondement menée par ses opposants.

PAR NOEMIE FOURNIER
@LENOUVELLISTE.CH /
PHOTOS SACHA BITTEL
@LENOUVELLISTE.CH

Le suspense aura duré quatre minutes. C'est plié, osent déjà les opposants les premiers résultats tombés. Le verdict est précoce, certes, mais ne transpire aucune arrogance. C'est que le score est sans appel. Et sur l'entier du territoire.

Le projet, c'était attendu, est balayé dans le Haut. Avec un soutien de 12% de la population pour le texte comprenant le droit de vote des étrangers et 21% pour la version sans. Dans la partie francophone, il peine à mobiliser le tiers de l'électorat lorsqu'il contient les droits politiques des étrangers et accroche 41% de soutien si ceux-ci ne sont pas considérés. C'est faible. A l'heure des pronostics, personne n'aurait osé avancer un résultat aussi net. Pourtant, hier, aucune commune du canton ne s'est prononcée en faveur de la version avec l'article 43 sur les droits de vote des étrangers et une seule, Veysonnaz, aurait dit oui au texte à la majorité absolue s'il ne comportait pas ce fameux article.

Si cette unanimité surprend même les opposants, elle rassure aussi. Et réjouit, même. «L'essentiel aujourd'hui est que le résultat soit clair», note le conseiller d'Etat Franz Ruppen. «Il n'y a pas de fracture entre le Haut et le Bas. Pas de fracture entre la plaine et la montagne. Cela permettra au Valais de discuter ensemble et de manière unie sur son avenir.»

Un projet qui n'a pas su enthousiasmer

Mais revenons sur ce score que les supporters décrivent eux-mêmes comme une claque. A l'heure de l'analyse, les explications sont multiples. Et les raisons uniques de refuser le projet tellement nombreuses que le texte n'avait finalement aucune chance de passer. Prenons les travaux de la constituante. «A trop vouloir en faire, elle s'est brûlée les ailes», note le constituant UDC et opposant au



Projet de Constitution avec le droit de vote et d'éligibilité pour les personnes étrangères au niveau communal

L'ancien élu PDC Jean-René Fournier pose avec les membres de l'UDC, Donald Moos, Franz Ruppen, Valentin Reynard et Grégory Logeart.

La constituante n'a pas su, et dès le début, se poser les bonnes questions.”

MATTEO ABÄCHERLI
CONSTITUANT DIE MITTE OBERWALLIS

projet Damien Raboud. Le net refus dans les urnes viendrait sanctionner une constituante «qui n'a pas su, et dès le début, se poser les bonnes questions», complète Matteo Abächerli, constituant lui aussi et chef de groupe Die Mitte Oberwallis. «On est parti dans tous les sens sans prendre le temps de déterminer ce que devait être une Constitution et ce qu'il fallait mettre dedans.»

En résulte après quatre ans de travaux «un fourre-tout insatisfaisant qui a tellement d'articles que ce sont autant de raisons de refuser l'ensemble. Les soutiens le concèdent, ils ne sont jamais parvenus à présenter ce que le texte apportait de positif, concrètement et dans le quotidien des Valaisannes et des Valaisans.

Une campagne des opposants forte

En face, la campagne des opposants était particulièrement bien rodée. Et a écrasé la concurrence. En orientant les discours sur des objets précis, le coût, la cohésion cantonale et l'expansion «sans précédent» de l'Etat en tête, les opposants ont fait la différence. «Nous n'avons en effet pas réussi à répondre à ces craintes et les oppositions se

sont accumulées», admettait Kamy May, constituante centriste et membre du comité de soutien. Face à des arguments concrets, les supporters ont parfois avancé une rhétorique par défaut. Soutenant «que mettre à la poubelle quatre ans de travaux et 7,4 millions de francs était du gâchis, ou que ce serait désavouer une assemblée constituante que la population valaisanne a elle-même élue en 2018». Un discours qui n'a rien de porteur. Ni d'enthousiasmant.

«Ils se sont aussi emprisonnés dans un discours axé sur la lutte entre le conservatisme et la modernité», relève le constituant UDC François Quennoz. «En usant et abusant de l'image d'un texte de 1907 poussiéreux et dépassé qui va pourtant très bien aux Valaisans.» Et selon les opposants, il ne suffit pas de se proclamer comme modernes pour l'être.

Le Haut-Valais surpris du résultat dans le Valais romand

Le verdict est sans appel. Avec respectivement 85% et 75% de non, le Haut-Valais rejette massivement le projet de nouvelle Constitution et sa variante sans le droit de vote des étrangers. Si aucun suspense ne planait sur l'issue de ce scrutin dans la partie germanophone du canton, depuis l'autre côté de la Rasplille, c'est surtout le refus assez net dans le Valais romand qui surprend.

«C'est un bon signal pour la cohésion cantonale. Ce résultat démontre que le Valais francophone ne souhaite pas attaquer notre minorité linguistique et culturelle», se réjouit Romano Amacker, président de l'UDC du Haut-Valais et membre de la constituante. «Ce texte mettait notamment en péril notre représentation au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. Il y avait un risque que le Haut-Valais perde de son influence dans la politique cantonale.»

«Nous avons peut-être trop attendu»

Chef du groupe Neo à la constituante et vice-président du parti, Flavio Schmid ne voulait pas non plus de ce texte. S'il se dit lui

aussi étonné du résultat dans le Bas, il n'y voit pas un signe direct en faveur de la cohésion cantonale. «La thématique de l'unité cantonale a surtout été portée par les médias, mais à mon sens, ce n'était pas une question prioritaire dans la tête des citoyens. Pour moi, ce refus de part et d'autre du canton est surtout à mettre en lien avec les coûts très importants qu'aurait engendrés la nouvelle Constitution.»

Outre-Rasplille, seuls les partis de gauche militaient en faveur d'un renouvellement du texte fondateur de 1907. Membre de la constituante pour le Parti socialiste du Haut-



«Il était faux de croire que les priorités des jeunes sont d'ordre cosmétique», lâche le vice-président de l'UDC Kevin Pelouchoud. «La jeunesse veut des réponses concrètes aux sujets qui la concernent et elle en a davantage trouvé dans le camp du non.»

Un simple clivage gauche-droite?

Si la frontière entre les modernes et les conservateurs sem-

ble floue, le clivage gauche-droite se devine au sortir des urnes. Et ce, bien que les soutiens du texte aient tout fait pour que le projet de nouvelle Constitution ne soit pas considéré comme l'ouvrage de la gauche.

Mais avec le Centre qui a laissé la liberté de vote et le PLR qui ne s'est pas vraiment mobilisé durant la campagne, les supporters du oui étaient principalement issus de la gauche. C'était donc dans l'électorat des partis bourgeois qu'il aurait fallu faire des voix. «Et les supporters n'ont pas trouvé d'argu-

ÉTAT PROJET
28,5% oui
71,5% non
ÉTAT VARIANTE
38,6% oui
61,4% non
ÉTAT QUESTION
SUBSIDIAIRE
35,2% projet
64,8% variante
PARTICIPATION
61,5%

Ce résultat démontre que le Valais francophone ne souhaite pas attaquer notre minorité linguistique et culturelle.”

ROMANO AMACKER
MEMBRE DE LA CONSTITUANTE
ET PRÉSIDENT DE L'UDC DU HAUT-VALAIS

Pour rappel, cette campagne a été marquée par un recours déposé à la suite des prises de position des deux conseillers d'Etat haut-valaisans, Franz Ruppen et Roberto Schmidt, contre la nouvelle Constitution. Membre du comité à l'origine de cette démarche, la députée verte haut-valaisanne Brigitte Wolf n'indique pas encore si le recours sera maintenu. «Nous allons en discuter. Dans tous les cas, nous acceptons ce résultat qui est très clair. La question la plus importante reste de savoir s'il est correct que Franz Ruppen et Roberto Schmidt aient fait campagne alors que le Conseil d'Etat avait décidé de ne pas faire de recommandation.»

FLORENT BAGNON